

Extrait du MOURIDES.COM, SERIGNE TOUBA REK !

Touba, au tournant d'une aspiration au développement social intégral

- Actualités de la Communauté Mouride -

Date de mise en ligne : lundi 27 mai 2013

MOURIDES.COM, SERIGNE TOUBA REK !

Pour éradiquer la pauvreté et tirer Touba des convulsions dans lesquelles pâtissent sa population, il faudrait nécessairement et logiquement tout d'abord, faire la démarcation objective ou délimitation précise, des champs de compétences entre : le Pouvoir religieux et ceux du Pouvoir étatique dans la communauté rurale de Touba. À savoir, dissocier clairement la sphère religieuse relevant de l'autorité du Khalife et celle du domaine régalien relevant de l'Etat central, comme elle l'est du reste pour toutes les autres collectivités locales du pays. Bref, il est l'heure maintenant d'affecter à l'autorité religieuse et morale, qui est le Khalife général, tout ce qui incombe à la sauvegarde de l'héritage spirituel et moral, tant dans l'esprit que la lettre du Fondateur du mouridisme, et de laisser les attributs de l'Administration territoriale, tels que : Etat civil, Administration générale, Police, Gendarmerie, Santé publique, Education nationale, Eau et assainissement, Electricité, etc., à l'Etat, ce qui relève effectivement de sa compétence exclusive. La gouvernance locale par les élus choisis au sein et par les populations de Touba doit être effective et organisée selon les règles en vigueur dans la République, dans le but de décharger l'autorité religieuse de certains problèmes technico-sociaux très complexes, d'ordre administratif et pour lesquels, elle n'est pas suffisamment outillée en ressources humaines qualifiées et en logistiques adéquates.

Touba a été martyrisé pendant douze longues années successives, et a fait l'objet d'une instrumentalisation de toutes sortes et en tout genre par le système de Me Wade. Ainsi, malgré toutes les sommes déclarées par l'ancien président de la République, comme avoir été investies ou injectées pour transformer Touba, la ville demeure encore jusqu'à présent, un gros village, comme l'atteste d'ailleurs son statut administratif de Communauté rurale. Cette instrumentalisation dont la ville sainte peine à se remettre, porte encore les stigmates des tromperies et autres fausses promesses du régime sortant. Ce qui fait que, Touba victime d'avoir été abusé par Wade, a plus que jamais besoin de chantiers de modernisation et d'un plan global de développement social bien étudié et non de goût inachevé comme ce fut du temps de Me Wade. Les seules belles habitations ne suffisent pas pour faire une ville. Une ville qui se respecte suppose absolument des infrastructures adéquates nécessaires et une administration capable de gérer et de réguler les mouvements sociaux et de contrer l'action des malfrats et autres délinquants.

Il y a aussi et pas des moindres, un épineux et gros problème récurrent de Touba, dont on ne parle pas souvent en dehors du Magal, il s'agit de l'eau potable et courante dans la ville. Là aussi, il faut être juste et honnête avec soi-même pour reconnaître, qu'il n'y a aucune raison valablement justifiable qui fait que, les populations de Touba ne paient pas l'eau, comme tous les autres Sénégalais. Et le problème de manque d'eau ou de sa mauvaise distribution dans la ville de Touba, surtout pendant le grand Magal, est dû essentiellement à ce que, sa gestion est privatisée et sa distribution se fait gratuitement à tous. Alors que, si elle était intégrée dans le réseau national et gérée par la SDE et la SONES, elle ne serait plus gratuite, ce qui va de soi pour tous ceux qui sont raisonnables, car nulle part dans le monde moderne, un tel service n'est gratuit.

En effet, La soustraction de Touba du réseau national de la distribution générale d'eau, lui prive de bénéficier des avantages de l'assistance technique normale, comme il se devait de la SDE. Cette distribution inconvenante actuelle de l'eau, qui crée beaucoup d'ennuis aux populations de Touba, fait cependant le bonheur de quelques individus qui l'ont en charge, qui en tirent eux un profit exorbitant que le Khalife leur paye à prix d'or, malgré l'insatisfaction dans la distribution d'eau et le service aux habitants si défectueux. Et pourtant, la solution est toute simple ! Si seulement, les habitants de Touba étaient imposés comme tous les autres consommateurs sénégalais, à payer convenablement le liquide précieux pour son prix. Ils pourraient alors dans leur plein droit, réclamer très justement une distribution régulière et correcte d'eau, ainsi que d'un service impeccable, à l'image du reste du pays. C'est rien de plus que cela !

Touba est bien une partie de l'ensemble national du Sénégal et, à ce titre, il appartient à celui-ci à tous égards. Pourquoi alors, vouloir l'en détacher pour le mettre à part, comme s'il s'agissait d'une entité extraterritoriale, et dans le même temps, vouloir réclamer qu'il bénéficie tout de même à part entière, de l'effort national redistribué à toutes les entités de la République ?

Il est vraiment temps et urgent que tous les principaux services de l'Administration et de l'Etat s'installent à présent à Touba de manière définitive. Et également, que tous les fonctionnaires qui y travaillent, donc qui sont payés par l'Etat sur les deniers du contribuable, ne puissent plus relever que de l'autorité de l'Etat, sur l'ordre de qui, ils sont affectés selon les besoins de service. Dans le même ordre, tous les services publics de l'Etat doivent être entièrement équipés par celui-ci, et son personnel géré convenablement selon les règles du Statut général de la Fonction publique. Il me semble et j'en suis d'ailleurs convaincu, que tout cela va dans le sens de l'intérêt général, mais tout d'abord, de celui du Khalife général, qui ne se fera plus déborder ou abuser par des individus mal intentionnés, incontrôlables qui du reste, ne sont mus que par leurs intérêts personnels et ensuite de celui des populations, les principales bénéficiaires.

Donc si le président Macky veut réussir là où ses prédécesseurs ont échoué pour n'avoir jamais essayé, il devrait, aidés en cela par des gens crédibles et de bonne foi, qui sont dans l'entourage ou proches du guide religieux et militent pour le progrès économique et social de Touba et ses populations sans exclusive, à exposer le problème à l'autorité religieuse, en faisant sortir dans l'exposé des motifs, les multiples avantages et intérêts qui sont attachés à la normalisation ou modernisation de Touba, comme entité à part entière de l'ensemble que constitue le Sénégal d'aujourd'hui ; tout en tenant compte de sa spécificité religieuse. Il pourrait sans aucun doute avoir non seulement l'accord, mais aussi l'appui et la bénédiction de SERIGNE TOUBA.

Mais il devrait d'urgence et en appui, mettre en oeuvre et présenter « un plan de politique de développement social pour Touba », en perspective d'une ville moderne avec toutes ses potentialités et conformément à son importance démographique, le tout dans le cadre d'un Sénégal prospère et uni dans sa diversité et autres particularités. Ceci, il faut le dire, exige bien évidemment du président de la République une large vision politique et prospective bien équilibrée, avec tous les paramètres indispensables qui doivent rentrer en jeu pour convaincre et dont il faut nécessairement tenir compte pour la réussite.

Mais il faut également noter que cette politique de développement, devrait s'articuler autour de : trois priorités sociales. Premièrement : décapiter « l'hydre de l'anarchie » urbaniste, socioéconomique et commerciale.

Deuxièmement : s'attaquer de front et à bras-le corps, la question de la santé communautaire et de l'hygiène sociale, rétablir l'ordre républicain dans les structures sanitaires de Touba. Parce que cette exigence de santé communautaire trouve sa pertinence sur le fait que, Touba paye toujours un lourd tribut lorsque des épidémies diarrhéiques et méningitiques frappent les portes du Sénégal.

Troisièmement : Un plan Marshal avec comme idée-force : la mutualisation de certains opérateurs économiques fiables, crédibles qui s'affichent solvables et offrent des garanties financières indéniables, telles que : des ressources mobilières et immobilières identifiables et légales. Ce qui veut dire l'exclusion de tous ces informels et receleurs de biens illicites ou mal acquis. Touba a certes besoin de modernisation, mais par des biens propres et licites, comme le voulait son fondateur, Cheikh Ahmadou Bamba.

Mais l'Etat aussi devrait faire preuve de capacité de négociation pour qu'à l'avenir de telles décisions préjudiciables ne viennent remettre en causes les décisions étatiques. Parce que Touba fait toujours valoir sa dimension démographique pour faire appel aux services de l'Etat.

Serigne Fallou Dieng du cercle des intellectuels soufis